

La crise financière : rappel des faits



Les Jeunes de l'UMP

UMP



Origines de la crise : politique du crédit facile aux États-Unis et « subprimes »

Suite aux attentats du 11 septembre, la Banque centrale américaine (la « Fed ») a facilité l'accès à l'argent. Pour cela, elle a pratiqué **une politique de taux d'intérêt bas** : les ménages pouvant ainsi s'endetter plus facilement, ils consommaient plus et stimulaient l'économie. Les banques leur proposaient des crédits immobiliers sans prendre en compte leur situation financière, avec l'idée que leur résidence allait prendre de la valeur puisque le marché de l'immobilier était en plein « boom » : ce sont **les crédits hypothécaires « subprimes »**.

Les banques, soumises à des règles de santé comptable, ne pouvaient pas conserver dans leurs comptes ces crédits « nauséabonds ». Elles les ont **transformés en produits financiers** et les ont vendus sur les marchés : c'est la « titrisation ». Cette technique permet aux banques de présenter des bilans « sains » car les produits titrisés n'y figurent pas.

Lorsque les taux d'intérêt sont remontés, certains ménages se sont trouvés **dans l'impossibilité de rembourser leurs emprunts**. Les banques ont alors saisi leurs maisons et les ont revendues, faisant plonger les prix immobiliers. Les produits financiers liés à ces crédits ont alors largement perdu de leur valeur, affaiblissant les bilans des banques.

Or les banques se financent en se prêtant mutuellement de l'argent : c'est **le marché interbancaire, qui ne fonctionne que si les banques se font confiance**. Avec la présence de ces crédits risqués, cette confiance s'est perdue, et les banques ont cessé de se prêter de l'argent.



Propagation de la crise : chute des bourses et risques de faillite des banques

« Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise n'est pas finie, que ses conséquences seront durables, que la France est trop engagée dans l'économie mondiale pour que l'on puisse penser un instant qu'elle pourrait être à l'abri des événements qui sont en train de bouleverser le monde. Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise actuelle aura des conséquences dans les mois qui viennent sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat. »

Nicolas Sarkozy - Toulon

Les premières difficultés des sociétés financières sont révélées au cours de l'été 2007. **Les banques commencent à annoncer que les éléments de leur bilan perdent de la valeur**, et que leurs résultats ne seront pas à la hauteur des attentes des marchés.

La plupart des grandes banques sont cotées en bourse : les investisseurs, sentant les difficultés du secteur bancaire, vendent leurs actions, ce qui entraîne les bourses à la baisse. En effet, quand tout le monde cherche à vendre une action et que personne ne veut l'acheter, le prix du titre diminue logiquement. C'est une chute très importante (le CAC 40 a perdu 22,16% de sa valeur au cours de la semaine dernière), mais la situation actuelle est très différente des « krachs » précédents : en 1929 et 1987, les investisseurs ajustaient les cours car ils considéraient que les titres étaient trop chers par rapport à la valeur réelle des sociétés. Aujourd'hui, **les produits financiers sont à leur sens trop risqués**, et c'est cette méfiance qui les conduit à vendre leurs titres, faisant plonger les bourses.

Les banques ont de plus en plus de mal à honorer leurs engagements : les difficultés de la banque « Bear Sterns » conduisent cette grande institution financière à la cessation de paiement, c'est-à-dire à la faillite.

Après une accalmie grâce aux bons résultats de l'économie américaine (plan Bush de relance), les craintes sur la croissance mondiale et sur l'état des sociétés financières refont surface. **La crise s'accélère en août dernier**, avec l'effondrement en bourse de deux sociétés américaines de financement immobilier, « Freddie Mac » et « Fanny Mae », dont l'activité était fortement impliquée dans les crédits « subprimes ».

Puis c'est au tour de « Lehman Brothers » en septembre, dont les actifs ont progressivement perdu leur valeur, de n'être plus capable d'honorer ses dettes : le groupe fait faillite. Le secteur des assurances est touché lui aussi, et il faut l'intervention du Trésor américain, pour éviter la faillite à l'assureur « AIG ».

L'internationalisation des marchés financiers conduit à la **propagation de la crise hors des Etats-Unis**, avec la faillite d'un assureur japonais, et les difficultés de banques européennes (« Northern Rock », « Bank of Scotland », « Dexia », « Fortis »,...) qui conduisent les gouvernements à intervenir (création de fonds de soutien, garanties du financement interbancaire et des fonds des épargnants, participations d'Etat au capital des banques,...).

« La crise financière n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui a trahi l'esprit du capitalisme. »

Nicolas Sarkozy - Toulon



Les risques de propagation à l'économie réelle

Les banques ne se refinançant plus entre elles, **elles ne disposent plus des fonds nécessaires pour accorder des crédits**. Les entreprises ne trouvent donc plus de financement pour investir, les ménages n'obtiennent plus d'emprunts pour consommer.

Il existe un **risque de pénurie du crédit**, que les banques centrales cherchent à éviter en fournissant de l'argent afin que les banques puissent continuer à prêter. On assiste ainsi depuis un an à des « injections massives de liquidité », c'est-à-dire à une augmentation de la monnaie en circulation, de la part de la « Fed », de la Banque Centrale Européenne (BCE),...

Les ménages, qui éprouvent déjà des difficultés à trouver des crédits, voient **leur patrimoine financier se dégrader avec la chute des cours des actions**. Ce climat défavorable les conduit à anticiper une baisse de leurs revenus et à reporter leur consommation. **Les entreprises sont donc contraintes d'abaisser leurs prévisions de croissance**, et préfèrent attendre pour investir : un risque de spirale négative auto-entretenu émerge. C'est pour éviter cela que le président de la République Nicolas Sarkozy, et le Gouvernement, se sont rapidement mobilisés sur cette question.

Ce contexte incite les agents économiques, entreprises et ménages, à attendre l'accalmie pour investir et consommer, ce qui entraîne un risque de paralysie de l'économie. **L'apparition de taux de croissance négatifs** pour les économies nationales et la hausse du chômage montrent les premiers effets de la crise financière sur l'économie réelle.

Il s'agit donc d'**une crise globale**, puisqu'elle touche d'abord le secteur immobilier et les banques, les bourses et progressivement des secteurs de plus en plus nombreux de l'économie.

C'est également **une crise mondiale**, puisque de plus en plus de pays sont affectés. Les gouvernements cherchent à soutenir leurs banques afin de restaurer la confiance, et doivent pour cela trouver des capitaux à l'extérieur. Nicolas Sarkozy l'a dit à Toulon, «une crise de confiance sans précédent ébranle l'économie mondiale».

Les économies des pays émergents dont la croissance est tirée par les exportations vers les pays développés, pourraient connaître aussi un ralentissement si les difficultés des nations occidentales se prolongent.

La crise appelle donc une réponse énergique. **Nicolas Sarkozy s'est emparé** de la question et a mobilisé l'ensemble des pays d'Europe dans la recherche d'une solution.

« La France ne s'en sortira pas en investissant moins mais en investissant plus.
« La France s'en sortira non en travaillant moins mais en travaillant plus. »
« La crise doit nous inciter à aller plus loin et plus vite dans les réformes qui contribuent à réhabiliter la valeur travail au moment même où le modèle d'une finance spéculative s'effondre. »

Nicolas Sarkozy – Toulon

**JEUNES
POPULAIRES**
LES JEUNES DE L'UMP

Jeunes UMP – Pôle études

Rédaction Paul Bazin de Jessey.

Conception graphique : Benjamin Pittino

Contact : Erwan Le Noan etudes@jeunespopulaires.com

La réaction de Nicolas Sarkozy et du Gouvernement de François Fillon à la crise :



Les Jeunes de l'UMP

UMP

volontarisme et responsabilité.



Une volonté déterminée pour résoudre la crise et protéger les consommateurs

Le volontarisme et l'activité du Président de la République, président en exercice de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy n'est plus à démontrer depuis le discours de Toulon jusqu'à la réunion du G4 européen et des représentants de l'Eurogroupe à l'Élysée.

Les comptes courants seront garantis.

« Je n'accepterais pas qu'un seul déposant perde un seul euro parce qu'un établissement financier se révélerait dans l'incapacité de faire face à ses engagements ».

Nicolas Sarkozy - Toulon



Une action résolue pour mettre un terme à la crise bancaire et rétablir la confiance.

Dans le domaine financier, la France en coordination avec ses partenaires européens, a décidé d'accorder une garantie pour les prêts entre les banques à hauteur de 320 milliards d'euros. L'État rétablit ainsi la confiance entre les banques.

Le gouvernement français s'est engagé à recapitaliser des banques en difficulté à hauteur de 40 milliards d'euros. Il a déjà montré sa détermination en venant en aide à la banque Dexia.

Cet argent n'est pas déboursé et ne le serait qu'en cas dernier ressort. C'est avant tout un signal de confiance pour les agents économiques et notamment les banques. L'État apporte sa crédibilité sur les marchés.



Des initiatives courageuses et responsables en faveur de l'activité économique.

Les premiers concernés par la crise sont les PME : le gouvernement de François Fillon a décidé de débloquer 30 milliards pour faciliter les prêts aux PME pour qu'elles puissent continuer d'investir et d'innover.

Le marché de l'immobilier, d'où est partie la crise aux États-Unis, connaît un ralentissement : le gouvernement a donc décidé de racheter 30 000 logements ne trouvant pas preneurs.

Pour financer ces mesures, l'Etat va lever des fonds sur les marchés. Cet argent ne représente pas une dépense budgétaire : il ne coûtera rien en impôts aux contribuables. Il s'agit de garanties qu'apporte l'Etat, et qu'il fera facturer. Une nouvelle fois, il s'agit d'une action en faveur de la confiance.

« Mais si l'activité venait à reculer fortement et durablement, je n'hésiterais pas à prendre les mesures nécessaires pour la soutenir. Aujourd'hui il faut du sang froid. Se garder de réactions précipitées mais en même temps être prêt à la réactivité »

Nicolas Sarkozy - Toulon



Une détermination à rénover les règles du capitalisme mondial

Nicolas Sarkozy a clairement posé les questions d'éthique du lors de son discours fondateur à Toulon. Il est nécessaire de rénover les règles du marché, seul capable de garantir le développement économique et la liberté humaine, afin d'en améliorer le fonctionnement.

« La crise actuelle doit nous inciter à refonder le capitalisme sur une éthique de l'effort et du travail, à retrouver un équilibre entre la liberté et la règle, entre la responsabilité collective et la responsabilité individuelle »

Nicolas Sarkozy - Toulon

Il est plus nécessaire que jamais de rétablir la confiance. Cela passe par un discours courageux et responsable de l'Etat, et par une réforme des règles du capitalisme pour en supprimer les dysfonctionnements.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est nécessaire de poursuivre les réformes pour réformer la France et lui permettre de rebondir vite !

« Tous ces défis sont immenses. Mais notre pays peut les relever. J'ai confiance dans les Français. J'ai confiance dans les atouts de la France. J'ai la certitude que nos réformes en porteront leurs fruits. J'ai la certitude que par notre travail, nous saurons faire notre place dans le monde du XXIème siècle. J'ai confiance dans notre capacité à refonder le capitalisme ».

Nicolas Sarkozy - Toulon



Jeunes UMP – Pôle études

Rédaction Xavier Taquet

Conception graphique : Benjamin Pittino

Contact : Erwan Le Noan etudes@jeunespopulaires.com

Les réponses de l'Union Européenne à la crise financière

U M P



Les Jeunes de l'UMP

Après la semaine du 6 au 12 octobre, considérée comme une semaine noire pour les Bourses mondiales, les 15 pays de la zone euro se sont mis d'accord sur un plan d'action. Dans cette crise l'intervention de la Banque Centrale Européenne (BCE) est également essentielle.



Le plan d'action de l'Eurogroupe

Faire en sorte que les banques se prêtent à nouveau entre elles

Diagnostic : Le blocage des prêts interbancaires est au cœur de la crise. Par peur de faillites, les banques ne se prêtent plus entre elles. Celles qui ne trouvent pas les fonds nécessaires peuvent se retrouver en difficulté.

Réponse : Les Etats de la zone euro vont, eux-mêmes, garantir les prêts contractés par les banques auprès d'autres banques. Ainsi, en cas de faillite de la banque emprunteuse, la banque prêteuse se verra rembourser par l'Etat.

Permettre aux banques de continuer à financer l'économie

Diagnostic : Les banques permettent de financer l'économie en prêtant aux entreprises ou aux familles. Mais pour cela elles doivent avoir des fonds suffisants.

Réponse : Les Etats pourront renforcer le capital des banques en entrant dans leur capital. Ainsi la banque disposera d'argent et pourra à nouveau prêter aux acteurs économiques.

Empêcher les banques en difficulté de faire faillite

Diagnostic : La faillite de la banque d'affaires au rayonnement mondial Lehman Brother aux Etats-Unis a montré que l'inimaginable était possible.

Réponse : Les Etats s'engagent à empêcher leurs plus grosses banques de faire faillite, notamment en procédant à des recapitalisations. Cela se fera avec le souci de protéger les intérêts du contribuable, en s'assurant notamment que les équipes dirigeantes des sociétés assument les conséquences du sauvetage.

Rétablir la confiance

L'ensemble de ces mesures visent à rétablir la confiance des banques, entreprises et des ménages. En montrant qu'ils sont prêts à agir, les Etats de l'Union européenne démontrent qu'ils garantissent le bon fonctionnement du système..



Les réponses de la BCE face à la crise financière

La BCE a mis 120 milliards d'euros à la disposition des établissements bancaires. L'objectif est d'alimenter les banques en liquidité, dans la mesure où les banques ne se prêtent quasiment plus d'argent entre elles.

Baisse de 0,5 point de pourcentage du principal taux d'intérêt de la banque centrale européenne pour doper la croissance. Baisser le taux d'intérêt, c'est permettre aux entreprises et aux ménages d'emprunter à moindre coût : cette mesure vise à inciter à consommer et investir.



Jeunes UMP – Pôle études

Rédaction : Quentin Loiseleur.

Conception graphique : Benjamin Pittino

Contact : Erwan Le Noan etudes@jeunespopulaires.com

Etats-Unis : les réponses du gouvernement à la crise financière



Les Jeunes de l'UMP



Le contexte :

Aux Etats-Unis, pour financer leur consommation et l'acquisition de leur logement, les ménages n'hésitent pas à s'endetter. Souvent, ces emprunts se font à taux variable, ce qui veut dire que la charge à rembourser peut varier dans le temps en fonction du taux d'intérêt.

La crise financière est partie le résultat des difficultés de remboursement de certains ménages américains aux revenus modestes, à qui des spécialistes hypothécaires, échappant à toute réglementation, avaient trop prêté.

A partir de 2006, avec la remontée des taux d'intérêts, les ménages américains n'ont plus été capables de rembourser leurs emprunts. Les établissements de crédit qui les avaient accordé se sont effondrés. Cette crise s'est propagée.



Les réponses du gouvernement depuis le début de la crise

Diagnostic : Les banques permettent de financer l'économie en prêtant aux entreprises ou aux familles. Mais pour cela elles doivent avoir des fonds suffisants.

Réponse : Les Etats pourront renforcer le capital des banques en entrant dans leur capital. Ainsi la banque disposera d'argent et pourra à nouveau prêter aux acteurs économiques.

La reprise des créances immobilières douteuses des banques : le plan Paulson

350 milliards de dollars (+ 350 milliards supplémentaires si nécessaire) ont été accordé au Trésor américain, l'équivalent du ministère des finances, par le Parlement américain pour enrayer la crise. Avec ces 700 milliards, le Gouvernement américain obtiendra des titres de propriété dans les banques aidées.

L'objectif est de recréer artificiellement un marché, le Trésor s'emparant de titres dont personne ne veut. De cette manière, le Gouvernement américain garantit la survie de banques en grandes difficultés.

Le plan appelle également les autres Etats à prendre des mesures similaires.

Les autres actions entreprises pour enrayer la crise

Baisse de 0,5 point de pourcentage du principal taux d'intérêt de la réserve fédérale pour doper la croissance : Cette baisse est la première depuis 2003. Baisser le taux d'intérêt, c'est permettre aux entreprises et aux ménages d'emprunter à moindre coût : cette mesure vise à inciter à consommer et investir.

Nationalisation : le Gouvernement américain via la banque centrale américaine, la « réserve fédérale », ou « Fed », a pris le contrôle (à 80%) de la compagnie d'assurance AIG, pour un montant de 85 milliards de dollars.

La mise sous tutelle gouvernementale des organismes privés de refinancement hypothécaire « Fannie Mae » et « Freddie Mac ». L'Etat pourrait injecter jusqu'à 100 milliards de dollars dans chacune de ces deux sociétés pour les aider à accomplir leurs missions.



Conclusion :

La fin de la présidence de G.W. Bush semble coïncider avec la fin d'un cycle économique : Le gouvernement américain est aujourd'hui contraint d'intervenir en injectant des liquidités dans le système financier, pour rassurer les marchés et rétablir la confiance.

**JEUNES
POPULAIRES**
LES JEUNES DE L'UMP

Jeunes UMP – Pôle études

Rédaction : Quentin Loiseleur.

Conception graphique : Benjamin Pittino

Contact : Erwan Le Noan etudes@jeunespopulaires.com